Secteur minier : À Kéniéba, la jeunesse malienne veut prendre toute sa place dans le contenu local

MALI
2007
L'information est l'oxygène des temps modernes MERCREDI 02 SEPTEMBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ : Abdoulaye Maïga place le leadership féminin au cœur de la résilience nationale



Femmes, Paix et Sécurité : La PFS-Mali veut transformer les acquis en actions concrètes



AIGE–ONU Femmes : Marie Goreth Nizigama fait ses adieux au président Moustapha Cissé

Sommaire







UNE /

FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ : Abdoulaye Maïga place le leadership féminin au cœur de la résilience nationale — P 04

BRÈVES /

Guinée : 48 diplomates rappelés au pays plongés dans une situation précaire à l'étranger — P 12

AIGE–ONU Femmes : Marie Goreth Nizigama fait ses adieux au président Moustapha Cissé — P 12

Diplomatie religieuse : Le ministre Mahamadou Koné au Caire pour une conférence internationale sur les avis religieux — P 13

Prévention des conflits en Afrique : L'Eswatini plaide pour une coopération renforcée entre l'UA, la SADC et l'ONU — P 14

Burkina Faso : Les Douanes mobilisent 124 milliards FCFA et dépassent leurs prévisions d'août — P 15

ACTUALITÉ /

Femmes, Paix et Sécurité : La PFS-Mali veut transformer les acquis en actions concrètes — P 17

Éducation : Les enseignantes ouest-africaines réunies à Bamako pour « réinventer l'école » — P 19

POLITIQUE /

Secteur minier : À Kéniéba, la jeunesse malienne veut prendre toute sa place dans le contenu local — P 21

Le dernier recours : Ce que l'enlèvement de Maître Mountaga Tall retire au Mali — P 23

CULTURE & SOCIETÉ /

Mutilations génitales féminines au Mali : Le Pr Tiounkani Augustin Théra réclame une loi spécifique — P 27

INTERNATIONAL /

Niger : Hommage national à trois éléments de la Garde présidentielle tués lors de la mutinerie à Niamey — P 28

OMS Afrique : Mekdes Daba élue présidente du Comité régional, le Nigérien Garba Hakimi à la vice-présidence — P 30

Une peine ramenée à cinq ans en appel : La famille de Hamada El Hamed Nanni saisira la Cour suprême — P 32

SPORT /

Tournoi UFOA-A U17 : Le Mali connaît désormais son calendrier pour la course à la CAN — P 34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ : Abdoulaye Maïga place le leadership féminin au cœur de la résilience nationale



Dans un Mali confronté à des défis sécuritaires et sociaux majeurs, la participation des femmes à la construction de la paix apparaît plus que jamais comme une nécessité. En recevant l'Envoyée spéciale de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, Liberata Mulamula, le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a réaffirmé une orientation forte : les Maliennes ne doivent pas seulement être considérées comme des victimes des crises, mais comme des actrices essentielles de la stabilité et de la refondation nationale.

Le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, agissant au nom du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a reçu, jeudi 27 août 2026 à Bamako, Liberata Mulamula, Envoyée spéciale de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité.

En mission au Mali dans le cadre du Forum régional sur le leadership des femmes pour la paix, la diplomate africaine est venue témoigner de la solidarité de l'Union africaine envers le Mali, mais également rendre hommage à la résilience des femmes maliennes face aux conséquences des crises sécuritaires.

Au cœur des échanges : la nécessité d'accroître la participation féminine aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits. Liberata Mulamula a notamment insisté sur le rôle que les femmes peuvent jouer dans la médiation, le plaidoyer, le secours communautaire et, plus largement, dans les processus de décision.

Cette vision a trouvé un écho favorable auprès du Chef du gouvernement. Abdoulaye Maïga a toutefois insisté sur la nécessité d'inscrire les différentes initiatives dans une approche cohérente et coordonnée, tenant compte des réalités nationales et de la complexité de la situation sécuritaire.

Cette position traduit une conception du leadership dans laquelle la question féminine ne saurait être isolée des grandes priorités

nationales. Pour le Premier ministre, l'implication des femmes constitue un élément important de la réponse aux défis auxquels le Mali est confronté. Parce qu'elles figurent parmi les populations les plus affectées par les conflits, elles doivent également pouvoir participer pleinement à la recherche et à la consolidation des solutions.

Le message est particulièrement significatif. Il ne s'agit plus seulement de parler de promotion féminine sous l'angle social, mais de reconnaître aux femmes une véritable capacité d'action dans les domaines stratégiques de la Nation.

En rappelant la vision du Président Assimi Goïta et les priorités gouvernementales, Abdoulaye Maïga a ainsi voulu rassurer ses interlocuteurs : les femmes sont des actrices clés de l'action gouvernementale.

Cette affirmation prend tout son sens dans un pays où les femmes interviennent quotidiennement dans la cohésion familiale, l'économie locale, l'éducation, la solidarité communautaire et la préservation du tissu social. Dans les zones touchées par l'insécurité, leur proximité avec les communautés peut également constituer un précieux levier d'alerte, de dialogue et de prévention.

Le leadership affiché par le Premier ministre consiste dès lors à transformer cette contribution souvent silencieuse en véritable force de gouvernance et de stabilisation.

L'appel de l'Union africaine à soutenir les organisations féminines et à renforcer la coopération entre le Mali et les autres pays du Sahel ouvre également des perspectives. Car les défis sécuritaires dépassent les frontières et exigent des réponses concertées.

À travers cette audience, Bamako envoie finalement un signal : la paix ne peut durablement se construire sans les femmes. Leur donner davantage de responsabilités dans les espaces de décision, de médiation et de reconstruction communautaire, c'est investir dans la stabilité du Mali et dans l'avenir de la Nation.

Moctar Sow



- Sorofé

Tiekoro_Bagayogo à son ami Sounkalo Samaké le jour de son exécution à Taoudenit:

« On m'a dit hier, par l'intermédiaire de deux soldats, qu'on va me tuer aujourd'hui. Je vais te dire une chose. Si je meurs, il ne faut pas prier sur moi, car je ne prie pas moi-même. Il faut m'habiller avec la tenue du #Djoliba (son club de coeur), me mettre les souliers de football et m'enterrer. Le Bon Dieu me recevra. Il me dira : Eh toi ! Depuis que tu es né, qu'est-ce que tu as fait de bon ? Il va me donner un grand coup de pied : "badanw !" et je vais me retrouver dans le paradis. >>

Capitaine Sounkalo Samaké (Ma vie de Soldat)



- Pierre Faye Jupiter

PASTEF : À QUEL PRIX AVEZ-VOUS ACHETÉ LA MAJORITÉ DU PEUPLE ?

Il faut avoir le courage de poser la question que beaucoup préfèrent contourner : à quel prix politique PASTEF a-t-il obtenu sa majorité parlementaire ?

Les Sénégalais n'ont pas donné 130 députés au PASTEF pour applaudir un discours. Ils lui ont donné une majorité pour agir, révéler, réformer et rendre des comptes.

Pendant la campagne, Ousmane Sonko avait brandi le chiffre vertigineux de 1 000 milliards de francs CFA, affirmant avoir vu un compte contenant cette somme. Une accusation d'une gravité exceptionnelle.

Alors aujourd'hui, une question élémentaire s'impose :

Où sont les preuves ? Où sont les comptes ? Où sont les responsabilités ? Où est l'argent ?

Parce qu'en politique, on ne peut pas transformer un chiffre spectaculaire en arme électorale, obtenir une majorité écrasante grâce à la promesse de faire toute la lumière, puis demander au peuple de patienter indéfiniment.

La majorité n'était pas un cadeau.

C'était un mandat.

Un mandat pour faire la lumière sur la gestion passée.

Un mandat pour engager les responsabilités lorsque les faits sont établis.

Un mandat pour réformer la justice.

Un mandat pour revenir sur les engagements annoncés concernant la loi d'amnistie.

Un mandat, également, pour traduire dans les faits les promesses sociétales les plus radicales brandies devant l'électorat — y compris celles relatives à la criminalisation de l'homosexualité.

Mais voilà le problème : une fois la majorité obtenue, le discours électoral rencontre le mur du réel.

Et c'est précisément là que commence le véritable examen de PASTEF.

Une majorité absolue n'est pas une absolution.

130 députés ne valent pas 130 permis de gouverner sans rendre de comptes.

Le peuple sénégalais n'a pas voté pour que la vérité soit simplement proclamée à la tribune. Il a voté pour qu'elle soit établie, documentée et assumée.

Alors posons la question sans détour :

Si vous saviez, dites-nous ce que vous saviez.

Si vous aviez les preuves, montrez-les.

Si vous aviez les chiffres, publiez-les.

Si vous aviez les responsabilités, établissez-les.

Et si certaines promesses étaient irréalisables, ayez au moins le courage de le reconnaître.

Car le véritable prix d'une majorité politique n'est pas le nombre de bulletins déposés dans les urnes.

C'est l'obligation de rendre des comptes à ceux qui vous les ont confiés.

Hier, PASTEF demandait au peuple de lui donner les moyens de changer le Sénégal.

Aujourd'hui, le peuple peut légitimement lui retourner la question :

« Vous avez obtenu les moyens. Qu'avez-vous fait de la promesse ? »

La politique peut gagner une élection avec des mots.

Elle ne gagne durablement l'histoire qu'avec des preuves, des résultats et de la cohérence.



- Fagninou Gilles

En route pour le Tchad, où j'échangerai avec les équipes de UNICEF TCHAD, les autorités et nos partenaires sur les avancées, les défis et les priorités pour les enfants. Dans l'Est, je ferai le point sur la situation humanitaire et notre réponse.

United Nations Chad - Nations Unies Tchad



- Sekou Konate

Général d'armée Abdourahamane Tiani, président de la République du Niger, est en train de donner

sa vie pour le bien-être des Nigériens. Mais malgré tout cela, il y a toujours des traîtres, esclaves éternels, qui veulent que le Niger reste sous domination française ; et pourtant, cela faisait plus de 60 ans que la France exploitait l'uranium nigérien. Mais durant toutes ces 60 années, la France a apporté quoi au peuple nigérien ? Rien du tout. Elle exploitait l'uranium nigérien à 85 % et seulement 15 % revenaient à l'État nigérien, mais le général d'armée Abdourahamane Tiani a mis fin à cet esclavage économique. Tiani est en train de reconstruire l'économie nigérienne, mais il faudra du temps pour voir ces résultats.



- Boun Afane

AFE – ASKO : ENTRE SOUPÇONS ET POLÉMIQUE, RETOUR AUX FAITS

Rapport de l'IBIA, paris suspects et accusations de « populisme » : au-delà de la polémique, les faits méritent d'être examinés.

Le match AFE – ASKO, disputé le 10 juin 2026 pour le compte de la 25e journée de Ligue 1 du Mali, continue de faire débat. Depuis les déclarations du président de la FEMAFOOT, Mahazou Baba Cisset, certains dénoncent une démarche de communication. À mon sens, il faut surtout revenir aux faits.

1. Le président de la FEMAFOOT répondait à une question

Mahazou Baba Cisset n'a pas organisé une conférence de presse pour accuser l'AFE ou l'ASKO. Il répondait à une question posée par un journaliste.

Sur un sujet aussi sensible que l'intégrité des compétitions et les paris sportifs, il est normal qu'un président de Fédération soit interpellé et qu'il réponde.

Le débat doit donc porter sur le contenu de sa réponse et les éléments sur lesquels elle repose, pas sur des procès d'intention.

2. Le rapport évoqué mérite d'être examiné

Les éléments attribués au rapport de l'International Betting Integrity Association (IBIA) sont suffisamment préoccupants pour justifier des interrogations.

Il serait notamment question de comptes créés peu avant la rencontre, d'activités de paris inhabituelles, de mises effectuées pendant le match et de paris portant sur le score exact.

Pris séparément, ces éléments peuvent avoir une explication. Mais leur accumulation justifie, à tout le moins, une investigation sérieuse.

Attention cependant : des paris suspects ne constituent pas, à eux seuls, la preuve qu'un match a été truqué. Seule une enquête compétente peut établir les faits et les éventuelles responsabilités.

3. Le vrai sujet dépasse AFE – ASKO

Cette affaire ne doit pas être réduite à un affrontement autour de Mahazou Baba Cisset.

La vraie question est celle de l'intégrité du football malien : comment détecter les comportements suspects ? Comment protéger les joueurs, arbitres, entraîneurs et clubs ? Comment empêcher les paris sportifs de devenir un moyen de manipulation des compétitions ?

Voilà le véritable débat.

4. Pas de procès politique

Que l'on soutienne ou non le nouveau bureau de la FEMAFOOT, chaque décision doit être jugée sur les faits.

Si Mahazou Baba Cisset commet une erreur, elle doit être dénoncée. Mais répondre à une question sur un dossier de paris suspects ne peut, à lui seul, être assimilé à du « populisme ».

Le football malien a besoin de preuves, d'enquêtes et de transparence, pas de polémiques permanentes.

5. Ceux qui n'ont toujours pas accepté le changement devront s'y habituer

Il existe aussi, dans le football malien, une autre réalité qu'il ne faut pas occulter.

Le changement de direction à la FEMAFOOT n'a pas fait que des heureux. Certains acteurs n'ont manifestement toujours pas digéré l'arrivée de Mahazou Baba Cisset à la tête de l'institution.

C'est leur droit.

Mais le football malien ne peut pas être prisonnier des rancœurs personnelles, des clans ou des anciennes habitudes.

Le nouveau bureau doit être jugé sur ses actes, ses résultats et sa capacité à réformer le système, et non sur les oppositions qu'il suscite.

S'il réussit, ce sera une réussite pour le football malien, et non pour un clan.

CONCLUSION : LAISSONS LES ENQUÊTES PARLER

Dans l'affaire AFE – ASKO, évitons les condamnations hâtives comme les accusations sans fondement.

Le rapport évoqué doit être vérifié, les signaux suspects doivent être examinés et les responsabilités, si elles existent, doivent être établies.

Un soupçon n'est pas une condamnation. Mais un signal sérieux ne doit pas non plus être ignoré.

Le football malien doit enfin avoir le courage de regarder le problème des matchs suspects et de la manipulation des compétitions en face.

Laissons donc les instances compétentes enquêter. Et jugeons Mahazou Baba Cisset sur ses actes, ses réformes et ses résultats.

Par Boun Afane DOUMBIA



- Abdoul Latif Diallo

Monsieur le Procureur, le corps de l'Américain se trouve toujours à la morgue de Donka. L'ambassade des États-Unis est actuellement en discussion avec le ministre des Affaires étrangères.

- Daouda Bakary Kone

Le Mali enregistre un excédent commercial en hausse de 111,3% à 63,2 milliards FCFA au premier trimestre 2026

- Tchad One



#Tchad | Cargaison de pétrole détournée : Dr Ahmat Yacoub Dabio met Mahamat Kaka au défi d'accepter une enquête judiciaire

Le président du CEDPE, Dr Ahmat Yacoub Dabio, demande à Mahamat Kaka de se soumettre, alors qu'il est encore au pouvoir, à une enquête judiciaire indépendante sur l'accusation de détournement d'une cargaison de pétrole. Selon lui, accepter de répondre devant la justice afin de laver son honneur, au lieu d'esquiver cette affaire, constituerait un geste exceptionnel et une véritable rupture avec les pratiques d'impunité profondément enracinées en Afrique, particulièrement au Tchad.

La rédaction TchadOne

- Samba G Gueye

Ainsi va le Mali de nos jours. Le mali koura comme disent les fanatiques de la transition.

Il mérite mieux. Il est la première figure emblématique de ce combat de la liberté d'expression et d'association contre un régime totalitaire d'un autre général d'armée je ne sais combien d'étoiles encore.

On prie dieu que vous regagnez votre famille vos proches sain et sauve



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Guinée : 48 diplomates rappelés au pays plongés dans une situation précaire à l'étranger



La diplomatie guinéenne traverse une situation pour le moins embarrassante. Cinq mois après leur rappel officiel, 48 diplomates guinéens seraient toujours bloqués dans leurs pays d'affectation, faute de moyens nécessaires pour regagner Conakry. Une situation qui suscite colère et incompréhension parmi les intéressés.

Rappelés le 13 mars 2026 par le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'étranger, Dr Morissanda Kouyaté, ces diplomates attendaient, conformément aux procédures de fin de mission, la délivrance de leurs billets de retour ainsi que la prise en charge du transport de leurs effets personnels.

Mais plusieurs mois après la décision administrative, ces dispositions n'auraient toujours pas été exécutées pour une partie des agents concernés. Plus préoccupant encore, leur situation financière se serait considérablement détériorée depuis juillet, avec la suspension du traitement salarial de plusieurs d'entre eux.

Selon les témoignages rapportés, certains diplomates ont finalement reçu leur salaire de juillet, tandis que d'autres seraient toujours privés de rémunération. Une différence de traitement qui alimente frustration et sentiment d'abandon.

Les conséquences pourraient désormais devenir dramatiques. Sans salaire et toujours présents à l'étranger, certains diplomates affirment ne plus être en mesure de payer leur logement ou de couvrir les besoins essentiels de leurs familles. Ils redoutent ainsi des procédures d'expulsion de leurs domiciles.

« Nous sommes abandonnés, humiliés et réduits à l'impuissance », témoigne l'un des diplomates concernés.

Face à cette situation, les intéressés interpellent les autorités guinéennes et demandent une intervention urgente afin que les engagements liés à leur rappel soient respectés.

Au-delà du sort personnel des 48 diplomates, cette affaire soulève des interrogations sur le fonctionnement administratif du ministère des Affaires étrangères. Pour un État, rappeler ses représentants sans organiser effectivement leur retour risque également de porter atteinte à l'image et à la crédibilité de sa diplomatie.

Affaire à suivre.

Arouna Sidibé

AIGE–ONU Femmes : Marie Goreth Nizigama fait ses adieux au président Moustapha Cissé



Le président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE), Me Moustapha SM Cissé, a reçu en audience, jeudi 27 août 2026, Mme Marie Goreth Nizigama, Représentante résidente de l'ONU Femmes au Mali. Arrivée au terme de sa mission, la diplomate onusienne était venue présenter ses salutations de départ au responsable de l'institution électorale malienne.

Cette audience de courtoisie s'est déroulée en présence de plusieurs responsables de l'AIGE. Le président Moustapha SM Cissé était notamment entouré des Commissaires du Collège Salia Samaké et Komon Sanou. Le Secrétaire général de l'institution ainsi que le Chef du département des Relations publiques ont également pris part aux échanges.

Au-delà de son caractère protocolaire, cette rencontre a constitué une occasion de rappeler la qualité des relations de coopération entretenues entre l'AIGE et ONU Femmes. Les deux institutions partagent notamment des préoccupations liées à l'inclusion et à une meilleure participation des femmes à la vie publique.

La fin de mission de Mme Marie Goreth Nizigama intervient ainsi après une période marquée par son engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et du renforcement de la participation féminine aux différents processus de décision.

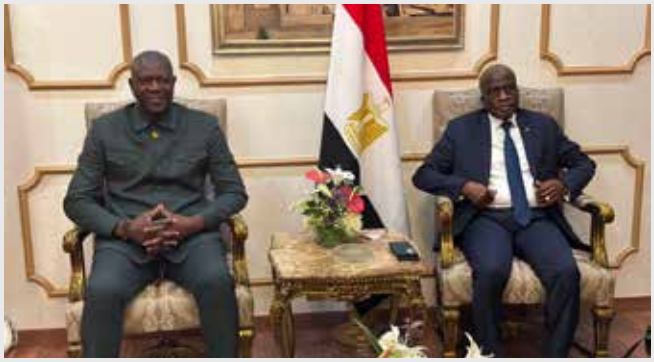
Dans le domaine électoral, cette problématique revêt une importance particulière. La représentation des femmes dans les institutions et leur participation effective aux processus politiques demeurent en effet des enjeux majeurs pour consolider une gouvernance plus inclusive.

Cette audience aura donc permis à l'AIGE et à la responsable sortante d'ONU Femmes de réaffirmer leur reconnaissance mutuelle et l'importance de poursuivre les efforts en faveur de l'inclusion.

À travers cette rencontre, l'AIGE confirme également sa volonté de maintenir le dialogue avec les partenaires intervenant dans les domaines de la gouvernance, des élections et de la participation citoyenne, notamment celle des femmes.

Fatou Sissoko

Diplomatie religieuse : Le ministre Mahamadou Koné au Caire pour une conférence internationale sur les avis religieux



Le ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, Dr Mahamadou Koné, est arrivé ce mardi 1er septembre 2026 au Caire, en Égypte, où il doit prendre part à la 11e Conférence internationale des Secrétaires généraux des Avis religieux. Ce rendez-vous constitue un cadre d'échanges autour des questions religieuses et des défis contemporains auxquels sont confrontées les sociétés.

À son arrivée à l'aéroport international du Caire, le ministre malien a été accueilli par l'ambassadeur du Mali en Égypte, Son Excellence Samba Alhamdou Baby, accompagné d'une délégation officielle représentant les organisateurs de la conférence.

La participation du Mali à cette rencontre internationale traduit l'importance accordée par les autorités aux questions liées à la religion, au dialogue et à la préservation de la cohésion sociale. Dans un contexte marqué par de profondes mutations sociales et sécuritaires, la réflexion autour des avis religieux et de leur rôle dans l'orientation des communautés revêt une importance particulière.

La 11e Conférence internationale des Secrétaires généraux des Avis religieux devrait ainsi permettre aux participants venus de différents horizons de partager leurs expériences et leurs approches sur plusieurs problématiques contemporaines. Elle offre également une plateforme de concertation aux responsables religieux et institutionnels afin de promouvoir des discours favorisant la paix, la tolérance et le vivre-ensemble.

Pour le Mali, pays caractérisé par une longue tradition de coexistence religieuse et de dialogue entre les communautés, cette participation constitue également une occasion de partager son expérience tout en s'inspirant des initiatives développées ailleurs.

La présence du Dr Mahamadou Koné au Caire devrait enfin permettre de renforcer les échanges avec les différents responsables participant à la conférence et de consolider la coopération dans le domaine religieux.

Cette mission s'inscrit ainsi dans la dynamique de promotion d'un dialogue religieux responsable, susceptible de contribuer à la paix et à la stabilité des sociétés.

Fatou Sissoko

Prévention des conflits en Afrique : L'Eswatini plaide pour une coopération renforcée entre l'UA, la SADC et l'ONU



En marge de la 21e session extraordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine (UA), consacrée à la prévention et à la résolution des conflits en Afrique à Luanda, en Angola, le président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, a reçu le Premier ministre du Royaume d'Eswatini, Russell Mmiso Dlamini. Au cœur des échanges : le renforcement de la coopération continentale et internationale en faveur de la paix.

À cette occasion, le Premier ministre Dlamini a transmis à Mahmoud Ali Youssouf un message de solidarité de Sa Majesté le roi Mswati III. Le souverain a réaffirmé l'engagement de l'Eswatini à soutenir les initiatives de l'Union africaine destinées à prévenir, gérer et résoudre les conflits qui continuent d'affecter plusieurs régions du continent.

L'Eswatini s'est également déclaré disposé à travailler étroitement avec l'organisation panafricaine pour contribuer à la réalisation de cet objectif.

Dans son message, le roi Mswati III a particulièrement insisté sur la nécessité de renforcer la coopération et la coordination entre l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), les Nations unies ainsi que les autres partenaires concernés.

L'objectif est de favoriser des approches plus cohérentes et efficaces face aux crises, dans un contexte continental marqué par la persistance de nombreux foyers de tensions politiques et sécuritaires.

En réponse, Mahmoud Ali Youssouf a exprimé sa gratitude pour ce message de solidarité et salué l'engagement du roi Mswati III en faveur de la paix et de la stabilité en Afrique.

Le président de la Commission de l'UA a également assuré son interlocuteur que les propositions formulées par le souverain d'Eswatini bénéficieraient d'une attention appropriée, estimant qu'elles s'inscrivent pleinement dans le mandat et les objectifs de l'Union africaine.

Cette rencontre confirme ainsi la volonté de renforcer les mécanismes de concertation entre organisations africaines et partenaires internationaux face aux défis sécuritaires du continent.

Arouna Sidibé

Burkina Faso : Les Douanes mobilisent 124 milliards FCFA et dépassent leurs prévisions d'août



Les Douanes burkinabè enregistrent une performance remarquable en matière de mobilisation des recettes publiques. Avant même la clôture définitive des comptes du mois d'août 2026, l'administration douanière avait déjà mobilisé 124 milliards de francs CFA au profit du Trésor public, dépassant ainsi l'objectif fixé à 118 milliards de francs CFA.

Cette mobilisation représente un dépassement de 6 milliards de francs CFA par rapport aux prévisions mensuelles, soit un taux de réalisation provisoire d'environ 105 %. Un résultat d'autant plus significatif que le mois d'août est généralement considéré comme une période difficile pour le recouvrement des recettes douanières en raison du ralentissement traditionnel de certaines activités commerciales.

Le Directeur général des Douanes, Yves Kafando, a salué cette performance qu'il qualifie d'« exceptionnelle ». Il a adressé ses félicitations à l'ensemble des équipes de l'administration douanière pour les efforts consentis et leur contribution à l'atteinte, puis au dépassement, des objectifs assignés.

Cette performance intervient dans un contexte où la mobilisation des ressources internes constitue un enjeu stratégique pour le Burkina Faso. Face aux nombreux défis économiques, sociaux et sécuritaires, l'accroissement des recettes nationales permet à l'État de renforcer ses capacités de financement et de réduire sa dépendance à l'égard des ressources extérieures.

Pour l'administration douanière, ces résultats constituent également un indicateur de l'efficacité des efforts déployés dans la collecte des recettes et la sécurisation des ressources destinées au budget national.

Avec 124 milliards de francs CFA déjà mobilisés avant la fermeture des comptes, le bilan définitif du mois d'août pourrait donc être encore supérieur.

Le défi sera désormais de maintenir cette dynamique durant les prochains mois afin de contribuer durablement au financement des priorités nationales et à la consolidation des finances publiques burkinabè.

Arouna Sidibé

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Femmes, Paix et Sécurité : La PFS-Mali veut transformer les acquis en actions concrètes



La Plateforme des Femmes du Sahel – Section Mali (PFS-Mali) entend franchir une nouvelle étape dans la mise en œuvre de l'Agenda « Femmes, Paix et Sécurité ». À l'issue d'un atelier consacré au renforcement des connaissances, au leadership et au plaidoyer, les participantes ont dégagé des orientations visant à accroître l'influence des femmes, notamment celles des zones rurales et affectées par les conflits, dans les mécanismes de prévention et de consolidation de la paix.

Au terme d'une journée de réflexion, d'apprentissage et de travail collectif, la PFS-Mali a clôturé ses travaux sur une ambition clairement affichée : passer des acquis théoriques à des résultats concrets sur le terrain.

L'atelier a notamment permis aux participantes d'approfondir leurs connaissances sur les Résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi que sur le Plan d'action national. Ces instruments constituent des références importantes en matière de participation des femmes et des jeunes aux efforts de prévention des conflits, de médiation et de construction de la paix.

Les échanges ont également porté sur le renforcement des capacités en leadership et en plaidoyer, ainsi que sur les moyens permettant aux femmes de participer davantage aux processus de paix.

De la participation à l'influence

Pour la PFS-Mali, l'enjeu ne consiste cependant plus seulement à obtenir une présence féminine dans les espaces de dialogue. Il s'agit désormais de faire en sorte que cette participation permette aux femmes d'influencer véritablement les décisions.

Les travaux ont ainsi débouché sur plusieurs recommandations destinées à orienter les prochaines interventions de la Plateforme. La priorité affichée est de « transformer les acquis en actions, la participation en influence et les recommandations en résultats concrets ».

Une attention particulière est accordée aux jeunes femmes, aux femmes rurales ainsi qu'à celles vivant dans les régions directement affectées par les conflits. Ces catégories sont souvent parmi les premières victimes des crises sécuritaires et humanitaires, alors même que leur présence dans les mécanismes formels de prévention et de règlement des conflits demeure un défi.

Dans un Sahel confronté depuis plusieurs années à des crises sécuritaires, politiques et humanitaires, la PFS-Mali entend donc promouvoir une approche dans laquelle les femmes ne sont plus seulement considérées comme des victimes des conflits, mais également comme des actrices de leur prévention et de leur résolution.

L'atelier s'inscrit dans le cadre du projet régional intitulé « Renforcement des capacités des organisations de femmes et création d'un mouvement de femmes pour la paix au Sahel ».

Cette initiative bénéficie du soutien d'ONU Femmes Afrique et du Royaume des Pays-Bas, avec l'appui technique de WANEP-Mali.

À travers ce programme, l'objectif est de renforcer durablement les organisations féminines et de favoriser l'émergence d'un mouvement capable de porter la voix des femmes dans les débats et mécanismes de paix au Sahel.

Pour la PFS-Mali, la prochaine étape sera donc déterminante : traduire les recommandations issues des ateliers en initiatives mesurables sur le terrain et faire de la participation féminine un véritable levier de paix, de sécurité et de cohésion sociale au Mali et dans l'espace sahélien.

Karamoko B Keita



pérationnel des membres de
aix et Sécurité

Éducation : Les enseignantes ouest-africaines réunies à Bamako pour « réinventer l'école »



Bamako a accueilli, vendredi 28 août 2026, le 3e Forum du Réseau des enseignantes de l'Afrique de l'Ouest (REAO). Cette rencontre sous-régionale entend placer les enseignantes au cœur de la réflexion sur l'avenir de l'école ouest-africaine, confrontée à de multiples défis sécuritaires, sociaux et pédagogiques. Solidarité, valorisation des savoirs locaux, innovation et inclusion constituent les principaux axes des échanges.

La salle de conférence du CNRENF a servi de cadre à la cérémonie d'ouverture, présidée par M. Banna Moussa Bakhaga, représentant du ministre de l'Éducation nationale, en présence des responsables du Réseau et de délégations venues de plusieurs pays de la sous-région.

Cette troisième édition est placée sous le thème : « Ensemble, réinventons l'école ouest-africaine : solidarité, savoirs locaux et innovation pédagogique au service d'une éducation résiliente et inclusive ».

À travers cette thématique, le REAO ambitionne de faire du forum un espace de réflexion, de propositions et surtout d'engagement autour des transformations nécessaires des systèmes éducatifs de la sous-région.

Les enseignantes, actrices de la résilience

Dans son intervention, le représentant du ministre de l'Éducation nationale a salué, au nom des autorités, l'engagement quotidien des enseignantes. Pour Banna Moussa Bakhaga, leur mission dépasse largement la simple transmission des programmes scolaires.

Les enseignantes sont, a-t-il souligné, « les gardiennes de la mémoire, les architectes du citoyen de demain et les premières lignes de la résilience nationale ».

Cette reconnaissance traduit la place stratégique occupée par les femmes dans les systèmes éducatifs, particulièrement dans un contexte où plusieurs pays ouest-africains sont confrontés à des crises susceptibles de perturber la continuité de l'enseignement.

Éducatrices, conseillères, modèles et actrices du changement social, les enseignantes peuvent ainsi contribuer à construire une école davantage adaptée aux réalités locales et capable de répondre aux nouveaux défis.

Renforcer le réseau sous-régional

La présidente du Réseau des enseignantes de l'Afrique de l'Ouest, Mme Ouattara Savadogo Windkouni Yolande, a pour sa part exprimé sa satisfaction quant à l'organisation de la rencontre.

Elle a particulièrement remercié la commission d'organisation malienne pour la qualité de l'accueil réservé aux différentes délégations.

La présidente du REAO s'est également réjouie de la mobilisation des participantes, malgré, selon elle, la circulation d'informations erronées concernant la situation sécuritaire. Elle a invité les membres du Réseau à profiter des travaux de Bamako pour consolider davantage l'organisation et renforcer son ancrage dans l'espace ouest-africain.

Au-delà des échanges d'expériences, cette rencontre apparaît donc comme une opportunité pour renforcer la solidarité entre enseignantes et favoriser la circulation des bonnes pratiques pédagogiques.

Les travaux devraient notamment contribuer à mettre davantage en valeur les savoirs locaux, encourager l'innovation pédagogique et promouvoir une éducation accessible et inclusive.

La cérémonie d'ouverture a enfin été marquée par la remise de plusieurs attestations de reconnaissance à des participants, en hommage à leur engagement.

À travers ce troisième forum, le REAO réaffirme ainsi une conviction : la transformation durable de l'école ouest-africaine passera aussi par la valorisation de celles qui, quotidiennement, enseignent, accompagnent et préparent les citoyens de demain.

Karamoko B Keita



Secteur minier : À Kéniéba, la jeunesse malienne veut prendre toute sa place dans le contenu local



Le Cercle de Kéniéba a accueilli, dimanche 23 août 2026, la cérémonie officielle de lancement du Forum national de la jeunesse sur la promotion du contenu local dans le secteur minier. Organisée par le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali), sous le haut patronage du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, cette rencontre ambitionne de placer davantage les jeunes au cœur des opportunités économiques générées par l'exploitation des ressources minières nationales.

Le choix de Kéniéba pour abriter ce rendez-vous revêt une importance particulière au regard de la place occupée par cette zone dans l'activité minière du Mali. Le forum se veut un cadre de réflexion, d'échanges et de mobilisation autour d'une question centrale : comment faire en sorte que l'exploitation des ressources minières profite davantage aux compétences, aux entreprises et aux populations maliennes, notamment à la jeunesse ?

Au cœur des discussions figure la promotion du contenu local. Celui-ci vise notamment à accroître la participation des entreprises et des compétences nationales dans les différentes étapes de la chaîne de valeur minière.

L'ambition est également de favoriser la création d'emplois, de stimuler l'entrepreneuriat des jeunes, de développer les compétences et savoir-faire locaux et, plus largement, d'augmenter les retombées économiques du secteur au bénéfice du développement national.

Faire des mines un levier pour l'emploi

Pour la jeunesse malienne, l'enjeu est considérable. Il ne s'agit plus uniquement de considérer le secteur extractif sous l'angle des recettes générées pour l'État, mais également comme un potentiel moteur de création d'emplois, de développement des petites et moyennes entreprises et de transfert de compétences.

Le forum de Kéniéba entend précisément contribuer à une meilleure information des jeunes sur ces opportunités et renforcer leur capacité à participer à l'économie minière.

La cérémonie officielle de lancement a enregistré la présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, de la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, ainsi que des représentants du Conseil National de Transition (CNT) et du Secrétariat Permanent.

Le président du CNJ-Mali, Sory Ibrahim Cissé, les membres du Bureau exécutif national de l'organisation, des représentants des structures régionales de jeunesse de Kayes et de Kéniéba ainsi que plusieurs acteurs de la jeunesse ont également pris part à la rencontre.

De l'information aux opportunités concrètes

À travers cette initiative, le CNJ-Mali entend renforcer le dialogue entre les jeunes et les différents acteurs concernés par la mise en œuvre du contenu local.

L'objectif est aussi d'encourager une jeunesse mieux préparée à saisir les opportunités offertes directement ou indirectement par l'industrie extractive.

Au-delà des débats, le principal défi sera donc de traduire les ambitions du contenu local en résultats concrets : davantage d'emplois pour les jeunes, plus de marchés accessibles aux entreprises nationales, une meilleure formation professionnelle et une participation accrue des communautés aux retombées économiques.

Dans un pays disposant d'importantes ressources minières, le forum de Kéniéba porte ainsi une ambition forte : faire de la richesse du sous-sol un véritable instrument de développement économique, d'entrepreneuriat et d'avenir pour la jeunesse malienne.

Yacouba Ongoiba



Le dernier recours : Ce que l'enlèvement de Maître Mountaga Tall retire au Mali





Au Mali, il ne reste plus beaucoup d'endroits où l'on peut exprimer son désaccord avec le pouvoir. Les partis sont dissous depuis mai 2025. L'Assemblée nationale n'est pas élue. Les journalistes répondent de leurs propos devant des chambres criminelles. Il restait une porte : le cabinet d'un avocat. On y dépose un problème. L'avocat le met en forme de droit. Un juge doit répondre. C'est peu de chose. C'est aussi la dernière façon de régler un conflit politique avec des mots.

Cette porte s'est fermée dans la nuit du 2 au 3 mai 2026. Des hommes armés, le visage caché, sont venus chez Maître Mountaga Tall, à Bamako. Leurs véhicules n'avaient pas de plaque. Ils l'ont emmené. Sa femme a voulu filmer la scène : ils l'ont bousculée et lui ont pris son téléphone. Nous sommes au 118e jour. Depuis, rien. Pas de convocation. Pas de procès-verbal. Pas de comparution. Aucun lieu de détention reconnu. Aucune visite. Aucun médecin. L'Ordre des avocats du Mali parle d'un acte accompli hors de tout cadre légal. La Conférence internationale des barreaux, qui réunit les barreaux de 42 États, a alerté les instances internationales.

Un point est peu évoqué et il explique tout. Son parti n'existait déjà plus. Le CNID Faso Yiriwa Ton avait été dissous onze mois plus tôt. Le 3 mai, on n'est donc pas allé chercher un chef de parti. On est allé chercher un avocat en exercice. Que faisait cet avocat ? Il portait devant les tribunaux les recours contre la dissolution des partis. Il défendait l'ancien Premier ministre Moussa Mara. Il assistait des officiers radiés de l'armée.

Un avocat n'a pourtant aucun pouvoir. Il ne commande personne. Il n'a pas d'armes. Il ne signe aucun décret. Sa seule force est d'obliger l'État à écrire. Quel texte a été appliqué ? À quelle date ? Qui a signé ? Pour quelles raisons ? Un pouvoir qui gouverne par instructions verbales ne craint pas un discours. Il craint une requête, parce qu'une requête exige une réponse.

Il l'avait déjà montré avant le 3 mai. En juin 2025, le collectif d'avocats qu'il dirigeait a porté plainte contre deux membres du Conseil national de transition, Biton Mamari Coulibaly et Moulaye Keïta. On leur reprochait des comportements violents et injurieux pendant les manifestations des 3 et 9 mai 2025. Le droit était clair : la Constitution du 22 juillet 2023 ne donne aucune immunité aux membres du CNT. La plainte a été déposée au Pôle national de lutte contre la cybercriminalité.

La suite est la vraie leçon. Ce même pôle a jugé très vite un simple message publié sur un réseau social par Moussa Mara. Contre les deux membres du CNT, il n'a trouvé ni date ni empressement. Le 2 octobre 2025, les plaignants ont dû payer d'avance 5 500 000 francs pour que l'affaire continue. L'un des mis en cause n'est même pas venu à l'audience. À ce jour, aucun des deux n'a été inquiété.

Voilà ce qu'est une justice sélective. Le guichet ne marche que dans un sens. On peut y être poursuivi. On ne peut pas y poursuivre. Le 3 mai n'a fait que terminer le travail : après avoir refusé d'examiner les plaintes qu'il déposait, on a fait disparaître celui qui les déposait.

Le silence de ces quatre mois n'est pas de la lenteur. Une administration en retard produit des actes tardifs. Elle n'en produit pas aucun. Ne rien écrire, c'est n'avoir rien à prouver. Ne pas présenter un homme à un juge, c'est éviter le seul moment où le dossier serait discuté. La Convention des Nations unies de 2006, que le Mali a ratifiée en 2009, donne un nom à cette situation : la disparition forcée.

Un fait dit tout le reste. Le fils aîné a été invité à se présenter le 16 mai. On lui avait demandé d'apporter des vêtements et des médicaments pour son père. Il n'est jamais ressorti. Sa famille ne sait pas où il se trouve. Aucun pays au monde ne traite comme un danger un homme qui apporte des médicaments à un détenu.

Le résultat dépasse une famille. Chaque avocat du barreau de Bamako sait maintenant ce que coûte un dossier sensible. Un avocat qui pèse ses mots, qui retire un argument, qui refuse un client, ne défend plus vraiment. Il n'est pas nécessaire d'enlever cent avocats pour obtenir cela. Un seul suffit, si c'est le plus connu de tous.

L'État croit avoir gagné. Il a perdu. Un recours protège aussi le pouvoir. Tant qu'un conflit finit devant un juge, il finit à l'intérieur de l'État. Nous savons ce qui arrive quand cette porte disparaît. Dans le delta et dans le Nord, les gens ne vont plus au tribunal depuis longtemps. Ils vont voir ceux qui jugent sur place. La justice n'a pas disparu là-bas : elle a changé de main. Ce transfert nous a coûté plus de territoire que les batailles. Fermer le prétoire à Bamako, c'est faire au centre ce que nous subissons déjà ailleurs.

Que personne ne se trompe sur notre demande. Une robe ne met personne au-dessus de la loi. Si l'État détient le moindre élément contre Maître Tall au sujet des événements du 25 avril 2026, la marche à suivre est simple : inculper, notifier, instruire, juger en public. Demander un juge, ce n'est pas demander l'impunité. C'est demander la seule procédure qui rend une accusation crédible. Sans elle, l'accusation ne convainc que ceux qui étaient déjà convaincus.



Il y a enfin une ironie. Cet homme appartient à la génération de mars 1991. C'est elle qui a obtenu que l'on puisse attaquer l'État malien devant ses propres juges. Aujourd'hui, on lui refuse ce qu'il avait gagné pour les autres.

Trois demandes suffisent, et aucune ne touche à la souveraineté. Dire où se trouvent Maître Mountaga Tall et son fils. Les présenter à un juge ou les rendre à leur famille. Écrire l'accusation, s'il y en a une, et fixer une date d'audience. Un pouvoir ne se mesure pas au nombre de gens qu'il arrête. Il se mesure à sa capacité d'accepter d'être contredit devant un tribunal. Le jour où le dernier recours disparaît, les plaintes ne disparaissent pas avec lui. Elles vont ailleurs, vers ceux qui ne demandent l'autorisation de personne. Et ce sont eux qui finissent par tenir le pays.

Sambou Sissoko

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Mutilations génitales féminines au Mali : Le Pr Tiounkani Augustin Théra réclame une loi spécifique



Face à la persistance des mutilations génitales féminines (MGF) au Mali, le professeur Tiounkani Augustin Théra appelle les pouvoirs publics à franchir une nouvelle étape dans la lutte contre cette pratique. Le chef du service de gynécologie du CHU du Point-G plaide pour l'adoption d'une loi spécifique susceptible de renforcer la protection des filles et des femmes.

Le spécialiste s'est exprimé samedi 22 août 2026, à l'occasion d'une journée de sensibilisation organisée à la clinique « Le Sage », à Bamako. Son intervention a notamment porté sur les conséquences sanitaires des mutilations génitales féminines et sur les limites des stratégies mises en œuvre jusqu'ici pour faire reculer cette pratique.

Selon le Pr Tiounkani Augustin Théra, malgré plusieurs décennies de politiques publiques, de campagnes de prévention et d'actions de sensibilisation, les mutilations génitales demeurent profondément ancrées dans certaines pratiques sociales et traditionnelles.

Cette persistance justifie, à ses yeux, une réponse plus ferme de la puissance publique. Le gynécologue exhorte ainsi les autorités maliennes à mettre en place un cadre législatif spécifique permettant de combattre plus efficacement les MGF et leurs graves conséquences sanitaires.

L'enjeu dépasse en effet la seule question des traditions. Les mutilations génitales peuvent entraîner des complications immédiates ou durables pour la santé des victimes et constituent, à ce titre, une véritable problématique de santé publique.

L'appel du Pr Théra relance ainsi le débat sur la nécessité de compléter les actions de sensibilisation et de prévention par un instrument juridique clairement consacré à cette pratique.

Pour le spécialiste, l'expérience des dernières décennies montre que les campagnes d'information, bien qu'indispensables, ne suffisent pas à elles seules à provoquer les changements attendus.

Le défi pour les pouvoirs publics serait donc de conjuguer éducation, dialogue avec les communautés, prévention sanitaire et législation, tout en veillant à l'application effective des mesures adoptées.

Cette nouvelle interpellation remet au premier plan une question sensible : comment protéger durablement les filles et les femmes tout en favorisant une évolution profonde des comportements sociaux ?

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Niger : Hommage national à trois éléments de la Garde présidentielle tués lors de la mutinerie à Niamey



Le Niger a rendu hommage à trois éléments de la Garde présidentielle ayant perdu la vie lors des affrontements survenus dans la nuit du 28 au 29 août 2026 à Niamey, dans le contexte de la mutinerie militaire qui a secoué la capitale. Une cérémonie funéraire s'est tenue à la Base aérienne 101 en présence de plusieurs responsables de l'État.

La cérémonie a été présidée par le Premier ministre nigérien, Ali Mahamane Lamine Zeine, entouré de responsables civils et militaires venus rendre un dernier hommage aux trois soldats tombés lors des événements.

Selon les informations communiquées, les victimes sont l'Adjudant Illo Maihatchi ainsi que les soldats de 2e classe Yahya Idrissa Zamnaou et Ousmane Haboulé Hamissou. Tous appartenaient à la Garde présidentielle.

Le choix de la Base aérienne 101 pour cette cérémonie revêt une dimension particulièrement symbolique. Située dans la zone de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey, cette installation militaire avait été l'un des principaux théâtres des affrontements ayant opposé des éléments demeurés loyaux aux autorités à des militaires impliqués dans la mutinerie.

La disparition des trois militaires rappelle ainsi le coût humain des violents événements qui ont plongé Niamey dans une période de fortes incertitudes sécuritaires.

En présidant personnellement la cérémonie, le Premier ministre Ali Mahamane Lamine Zeine a marqué la reconnaissance des autorités envers les soldats morts dans la défense des institutions.

Au-delà de l'hommage rendu aux disparus, cette cérémonie intervient alors que les autorités cherchent à rétablir pleinement la stabilité et à déterminer les circonstances ainsi que les responsabilités entourant cette mutinerie.

Les événements des 28 et 29 août constituent désormais une épreuve majeure pour le pouvoir nigérien, appelé à restaurer la cohésion au sein des forces armées tout en préservant la stabilité institutionnelle du pays.

Arouna Sidibé

OMS Afrique : Mekdes Daba élue présidente du Comité régional, le Nigérien Garba Hakimi à la vice-présidence



Le Comité régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique renouvelle son présidium. La ministre éthiopienne de la Santé, Dre Mekdes Daba, a été élue présidente, tandis que le ministre nigérien de la Santé publique, le Colonel-major Garba Hakimi, et le ministre zimbabwéen de la Santé et de la Protection de l'enfance, Dr Douglas Mombeshora, accèdent aux fonctions de vice-présidents. Une nouvelle équipe appelée à contribuer à l'orientation des travaux du Comité dans un contexte où le continent reste confronté à d'importants défis sanitaires.

L'élection de ces trois responsables marque une nouvelle étape dans la gouvernance du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, cadre majeur de concertation sur les politiques et priorités sanitaires du continent.

À sa tête, la Dre Mekdes Daba, ministre de la Santé de l'Éthiopie, aura la responsabilité de présider et d'orienter les travaux de cette instance régionale. Elle sera accompagnée dans cette mission par deux vice-présidents : le Colonel-major Garba Hakimi, ministre de la Santé publique du Niger, et le Dr Douglas Mombeshora, ministre de la Santé et de la Protection de l'enfance du Zimbabwe.

Cette composition du présidium reflète également une représentation de différentes régions du continent, avec l'Éthiopie à l'Est, le Niger dans l'espace sahélien et le Zimbabwe en Afrique australe.

Des responsabilités face aux défis sanitaires

Le nouveau présidium prend ses responsabilités dans un environnement sanitaire africain marqué par de nombreux défis. L'amélioration de l'accès aux soins, le renforcement des systèmes de santé, la prévention des épidémies, la santé maternelle et infantile ainsi que la disponibilité des ressources humaines et des infrastructures figurent parmi les problématiques qui nécessitent une mobilisation permanente.

Les crises humanitaires, les conflits et les déplacements de populations compliquent également l'accès aux services de santé dans plusieurs régions africaines.

Dans ce contexte, le Comité régional constitue un espace important pour rapprocher les priorités nationales et les orientations sanitaires à l'échelle continentale.

L'OMS Afrique a salué l'élection des membres du nouveau présidium et exprimé sa volonté de pouvoir compter sur leur leadership afin d'orienter les travaux de l'instance et de contribuer à l'amélioration de la santé des populations africaines.

Le Niger représenté au présidium

L'accession du Colonel-major Garba Hakimi à l'une des vice-présidences constitue également une responsabilité importante pour le Niger. Elle offre au pays une présence au sein de la direction des travaux d'un cadre régional où sont discutées les grandes orientations sanitaires africaines.

Aux côtés de Mekdes Daba et Douglas Mombeshora, le ministre nigérien sera appelé à contribuer aux échanges et aux initiatives destinées à répondre aux besoins sanitaires du continent.

Au-delà des fonctions institutionnelles, les attentes restent importantes. L'enjeu sera notamment de transformer les orientations et engagements adoptés au niveau régional en politiques susceptibles d'avoir un impact concret sur les populations.

Le nouveau présidium devra ainsi accompagner les États dans leur ambition commune de construire des systèmes sanitaires plus solides, accessibles et résilients, capables de faire face aussi bien aux urgences qu'aux besoins quotidiens des populations africaines.



Arouna Sidibé

Une peine ramenée à cinq ans en appel : La famille de Hamada El Hamed Nanni saisira la Cour suprême



La mort de Hamada El Hamed Nanni, homme d'affaires mauritanien âgé de 70 ans, continue de susciter de profondes interrogations au sein de sa famille. Décédé le 5 février 2023 à Dakar dans des circonstances particulièrement violentes, son cas connaît aujourd'hui un nouveau développement judiciaire qui provoque incompréhension et indignation chez ses proches.

Selon les documents officiels cités par la famille, notamment un procès-verbal de la police sénégalaise daté du 6 février 2023, le décès serait consécutif à de graves traumatismes cranio-faciaux, avec fractures, lésions cérébrales et hémorragies internes et externes.

La famille tient cependant à distinguer le travail des enquêteurs et des médecins de la décision judiciaire aujourd'hui contestée. Elle affirme n'avoir jamais remis en cause leur professionnalisme et estime, au contraire, que les constatations effectuées ont été sérieuses et rigoureuses.

C'est la suite judiciaire qui nourrit désormais ses interrogations. Selon les informations communiquées par les proches du défunt, l'auteur des faits aurait été condamné en première instance à douze ans d'emprisonnement et à 100 millions de francs CFA d'amende. Mais la Cour d'appel aurait récemment ramené la peine à cinq ans de prison, dont environ trois années auraient déjà été purgées.

Pour la famille, une question s'impose : une peine de cinq ans est-elle proportionnée à la gravité des faits retenus dans cette affaire ?

Les proches de Hamada El Hamed Nanni assurent ne rechercher ni vengeance ni justice expéditive. Ils demandent toutefois que les circonstances de cette mort et la réponse pénale apportée soient examinées avec attention.

Déterminée à poursuivre son combat judiciaire, la famille annonce son intention de porter l'affaire devant la Cour suprême du Sénégal et d'interpeller l'opinion publique sénégalaise.

Au nom des liens historiques et fraternels entre la Mauritanie et le Sénégal, elle souhaite que cette affaire ne sombre pas dans le silence. Pour elle, au-delà d'un dossier judiciaire, demeure une interrogation fondamentale : quelle réponse la justice doit-elle apporter lorsqu'une vie est ôtée dans des circonstances d'une extrême violence ?

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Football : Cergy rend un nouvel hommage à Salif Keïta « Domingo », légende du Mali



Près de trois ans après sa disparition, la mémoire de Salif Keïta dit « Domingo » continue de rassembler les amoureux du football. À Cergy, en France, un match de gala a été organisé en hommage à l'ancien international malien, décédé le 2 septembre 2023 à l'âge de 76 ans. Un rendez-vous chargé d'émotion qui a réuni responsables maliens, dirigeants sportifs et anciens internationaux.

La rencontre s'est symboliquement déroulée au stade Salif-Keïta de Cergy, une enceinte qui porte le nom de celui qui demeure l'une des plus grandes figures de l'histoire du football malien et africain. L'événement s'est tenu sous la présidence du Consul général du Mali en France, Tidiane Coulibaly. La Fédération malienne de football (FEMAFOOT) était représentée par son premier vice-président, Bassala Touré.

Le président de la Commission Marketing et Sponsoring, Amadou Moustaphe Diop, qui effec-



tuait un séjour privé en France, a également tenu à participer à cette cérémonie. Plusieurs anciens internationaux maliens étaient présents pour honorer la mémoire de leur illustre aîné.

Au-delà de la rencontre sportive, ce match de gala a constitué un moment de communion et de reconnaissance envers un homme dont le parcours a profondément marqué plusieurs générations de footballeurs.

Salif Keïta « Domingo » reste notamment associé aux grandes heures de l'AS Saint-Étienne en France et à l'histoire de la sélection nationale malienne. Son talent et son parcours international ont contribué à ouvrir la voie à de nombreux joueurs africains.

Premier lauréat du Ballon d'or africain en 1970, il demeure une référence majeure du sport malien.

L'hommage organisé à Cergy rappelle ainsi que, trois ans après sa disparition, l'héritage de « Domingo » reste vivant. Pour le Mali comme pour l'Afrique, Salif Keïta appartient désormais au patrimoine du football continental, dont il fut l'un des plus brillants ambassadeurs.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com